A bundle of fiber optic cables is shown against a dark background. The light emerging from the fibers creates a vibrant rainbow spectrum, with colors ranging from purple and blue on the left to green and yellow on the right. The light is composed of many fine, parallel lines, giving it a starburst or fan-like appearance.

**COLLECTIF CŒUR DE
FIBRE**

www.collectifcoeurfibre14.fr

Une maison parmi tant d'autres

7 avril 2016 à Anguerny à 10h38



- Débit Montant : 0,39
- Débit descendant : 0,08

Comment s'est créée l'Association Collectif Cœur de

Fibre

Un Département

Une intercommunalité

Quatre villages

Un village

Un
lotissement

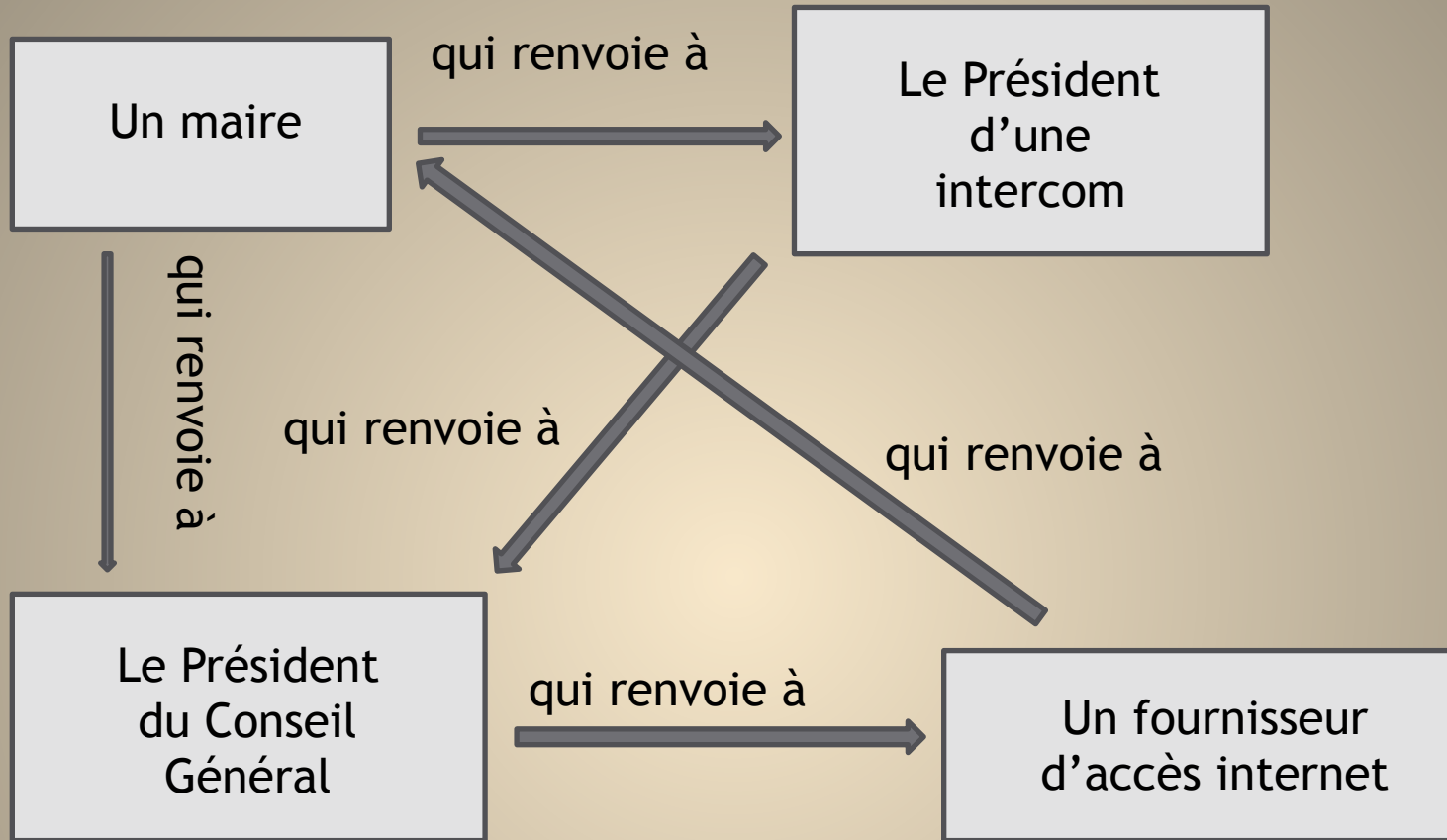
Point de départ

Mauvais état du réseau
primaire téléphone (coupures
fréquentes)

Mauvais état du signal ADSL
($< 1,5$ Mbits)

Pas de 3G ni de 4G





et une Région qui compte les points



Une vraie partie de ping-pong menteur

Même les tirs dans le dos sont permis !



Mais pourquoi la fibre ?

- Pouvoir installer et développer dans nos villages des zones numériques multi-services (santé, commerces, artisans, ...)
- Pour nos mairies afin de répondre en ligne aux questions administratives des usagers et répondre aux administrations.
- Pour nos écoles (cf projet écoles connectées *France Très Haut Débit - Ecoles connectées fin 2015, une tablette numérique / élève*)
- Pour nos artisans, nos petites entreprises : envoyer des devis avec plans, problème plan architecte en trois D, imprimantes 3D, ...
- Pour nos auto-entrepreneurs et travailleurs à domicile
- Pour la télé santé notamment pour le maintien à domicile des personnes âgées.
- Pour nos loisirs (téléchargement de musiques, de films, de séquences sportives, ...)
- Pour nos communes afin de développer des projets culturels.
- Pour nos jeunes connectés (leurs loisirs mais aussi les cours en ligne pour les étudiants)
- Pour nos parents et grands-parents (pouvoir communiquer avec skype par exemple, envoyer des photos, faire des albums ..)

Le plan fibre pour le Calvados

Un projet pensé en 2008, mis en œuvre en 2011, en application en 2012,

Un régulateur représenté par le Conseil Régional de Basse-Normandie

Un maître d'œuvre représenté par le Conseil Général du Calvados

(maintenant Conseil Départemental 14)

Un RIP (Réseau d'Initiative Public) , on en compte 73 en France / 84 déposés

(cf 2^{ème} bilan des RIP en France du 16 mars 2016)

Une DSP (délégation de service public) contraignante sur 25 ans avec l'entreprise Tutor . (-2031) En dehors de cette DSP, pas d'initiatives possibles.

Un budget de 65 millions d'euros (plus rallonges et caisse des dépôts)

Trois zones

La zone 1 financée à hauteur au départ de 65 M€

Etat : 10,8 M€ 16,62%

Région Basse-Normandie : 19,0 M€ 29,23%

Union Européenne (FEDER) : 10,0 M€ 15,38%

Conseil Général du Calvados (CD14) : 25,2 M€ 38,77 %

(données Préfecture de Région avant participation de la Caisse des Dépôts)

Et deux zones deux et trois (378 communes) qui ne seront financées que sur la réussite de la vente faite en zone 1 !

Pourquoi ça ne marche pas ?

En zone 1, les usagers ont souvent un débit correct et ils peuvent attendre pour avoir la fibre. La fibre va en effet plutôt vers les gros centres (Bayeux, Douvres, Vire, Evrecy, Thury Harcourt...) qui sont déjà assez bien équipés par l'ADSL.

Les grands fournisseurs d'accès ne viennent pas sur le réseau Tutor (problème de concurrence). On doit se connecter avec Coriolis (Canal+), K Net, Kiwi

Les usagers hésitent donc deux fois avant de passer à la fibre car ils doivent abandonner leur fournisseur habituel (Orange, SFR, Free, Bouygues).

Donc un marché très faible (4%) alors qu'il faudrait au minimum 12 à 15% pour décider les grands fournisseurs à s'intéresser au réseau Tutor et trouver un équilibre financier.

Un plan de communication qui laisse entendre que la fibre c'est pour tous et maintenant.

Un plan de communication qui ne valorise les usages de la fibre ni pour les usagers ni pour les communes.

En attendant pour les zones 2 et 3

Le WiFIMAX, du WIFI hertzien, une imposture pour la plupart des usagers

Extraits du cahier des charges de la DSP :

* Au cours du 2ème semestre 2013 un site d'éligibilité sera mis en place permettant aux Calvadosiens d'interroger les services disponibles sur le réseau départemental en fonction d'une adresse et d'une localisation géographique

* Pour les habitants souhaitant des services dans des délais plus rapides, une technologie radio complémentaire, le WiFIMAX, sera déployée progressivement à partir de l'été jusqu'à la fin de l'année 2013 et devraient permettre de bénéficier d'offres à 6Mb/s.

Pour attendre, on nous propose un débit de **6Mbits**, débit partagé.
Wifimax, une technologie qui dépend de la météo, du relief, des obstacles !

A propos de l'entreprise Tutor

Quand on s'intéresse à cette entreprise, on se pose beaucoup de questions :

- En dehors du dumping social (entreprises étrangères, pas de recrutement sur notre région) *Ce chantier va-t-il créer de l'emploi ? Société d'ingénierie, Tutor emploie une trentaine de salariés. Elle fait appel à des grands groupes, notamment dans le génie civil, pour assurer les travaux : creuser les trancher, tirer les fils, les raccorder...*
« Au plus fort de la charge, il faudra 300 personnes, estime Joël Peron. On les formera à ces nouveaux métiers. » (OF 2011)

- Quels sont les liens administratifs et surtout financiers entre Tutor maison mère et ses nombreuses filiales ?

Tutor 18 (Cher/18) Tutor Calvados (Calvados/14) Tutor Côte Fleurie (Côte Fleurie/14) Réseau Somme numérique (Somme/80) Tutor Nancy (Meurthe et Moselle/54) Tutor Moulin lès Metz (Moselle/57) Réseau QUENTIOP (Saint Quentin en Yvelines/78) Réseau TUBEO du syndicat des communes du Pays de Bitche (Moselle/57) Le SYANE (Haute-Savoie/74), [Tutor Europ'Essonne \(Essonne/91\)](#)

- Tutor sauvé par la caisse des dépôts et consignations ? Sur quels critères ?
- Tutor et le Grand Nancy ? Même problèmes que dans le Calvados .
- Qui contrôle Tutor ? Comment le Conseil Départemental obtient-il ses données ?
- Qui donne les chiffres, les résultats réalisés par Tutor ? Pas de résultats consultables sur 2015 ?

Les avancées (faibles)

- Amélioration du réseau par l'opérateur Orange (on passe du 0,6 à 1,5 DD, on obtient plus facilement la 4G ...) à Anguerny.
- Pour certaines communes (Colomby-Anguerny) montage en débit sur cuivre avec la technologie VDSL2 *cette année. Amélioration attendue entre 10 et 20 Mbits. Débit asymétrique partagé.

* Technologie en voie d'être abandonnée pourtant !

Ce qui doit aussi nous alerter

Une étude réalisée par le site britannique spécialisé dans l'immobilier Rightmove montre **qu'une connexion Internet lente pourrait faire baisser le prix d'un bien immobilier de 20% !**

Le site a même ajouté le critère de débit de connexions dans les critères de recherche d'un logement, visiblement un véritable succès.

Dans l'étude en question, basée sur 3 000 utilisateurs du site, le débit Internet était un critère plus important que la présence de transports en commun ou d'écoles.

Après le diagnostic de performance énergétique, les futurs propriétaires et locataires exigeront-ils un diagnostic de la performance Internet ? Faites-vous attention à ce critère lors d'un achat, une location ?

C'est le cas maintenant aussi en France !



L'ARRÊT DU RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE COMMUTÉ dès 2018

ORANGE MODERNISE SON RÉSEAU

Didier DILLARD, *directeur de la réglementation France*, Orange

DÉFINITION

Le RTC (Réseau Téléphonique Commuté) est le réseau de téléphonie fixe classique qui achemine les communications téléphoniques.

La voix sur IP, ou téléphonie par Internet, permet de transporter des communications téléphoniques sur le réseau Internet haut débit, comme n'importe quelle autre donnée (image, vidéo...).

Son principal intérêt est de réduire vos coûts de communication.

Orange prépare donc l'arrêt technique du RTC : il se fera par plaques géographiques, progressivement sur l'ensemble du territoire. Les plaques faisant l'objet des premières fermetures techniques seront communiquées par Orange dans le respect de ce **préavis de 5 ans**. Des arrêts réguliers seront alors programmés sur le territoire jusqu'à l'extinction complète du RTC. Cette planification sera présentée par Orange, année par année. (Page 67 rapport GRACO)

Et après ? Qui fera l'entretien de nos lignes cuivre dans les communes non fibrées ?



BIM : BULDING INFORMATION MODELING

Les futurs projets d'État et des collectivités territoriales vont imposer, dès 2017, le B.I.M.

Qu'en sera-t-il pour les collectivités non équipées ?
Permis de construire ? Et pour nos artisans ?

Le BIM doit se généraliser dans les marchés publics à l'horizon 2017. Les maîtres d'ouvrage commencent à le demander dans leurs projets. Le CSTB, associé à l'éditeur de logiciel Lascom, a fait le point sur le BIM et les marchés publics lors d'une webconférence le 20 janvier. © Z.Studio - BIM

Le bâtiment et information modélisés (BIM) doit être généralisé dans les marchés publics d'ici à deux ans. Le texte réglementaire qui doit l'instaurer n'est pas encore publié. La mission numérique du bâtiment y travaille, selon le CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment). Il n'en demeure pas moins que certains maîtres d'ouvrages commencent à demander le BIM dans leurs cahiers des charges. Le CSTB a recensé plus d'une quarantaine d'appels d'offres contenant une telle demande. La France se mobilise face à cette nouvelle révolution. Lors d'une webconférence organisée le 20 janvier, le CSTB, associé à l'éditeur de logiciels Lascom, a présenté quelques pistes pour se préparer à ce passage au BIM dans les marchés publics.

Appel d'offres « 100% BIM »

Et maintenant ?

On prend des actions dans les mouchoirs de Cholet



Et on pleure tous ensemble ?



On baisse les bras ?



On trouve ensemble des solutions



Mais pour trouver des solutions

- Il nous faut l'appui des maires dont les villages se situent en zone blanche .
- Seuls, ces Maires n'obtiendront rien du Département. De même croire aux promesses tenues par l'opérateur historique ça et là ne répond pas aux problématiques du très haut débit (les montées en débit sont un pansement très temporaire car le réseau cuivre renforcé devient obsolète).
- Le tourisme seul ne pourra pas sauver nos villages, il faut s'ouvrir à d'autres opportunités économiques et internet est la prochaine révolution économique et sociale. Regardez ces changements en 10 ans grâce ou à cause d'internet. Les terminaux mobiles ont quasiment remplacé l'ordinateur de bureau. Il y avait des taxis, nous avons UBER / BLABLACAR ; il y avait les Gites de France / Clévacances voici AIRBNB...comment le monde rural peut s'adapter à de tels bouleversements lorsque c'est déjà très difficile en Ville ? Comment ose-t-on parler de circuits courts et du retour à la ruralité alors que la France va en sens contraire ? Doit-on privilégier le « made in France » uniquement dans les grands centres urbains bardés de zones artisanales connectées à l'internet ?
- L'Etat a lui-même initié la dématérialisation des procédures administratives : c'est une orientation dont les communes en zones blanche sont d'emblée privées, pour accéder au réseau, il faut se déplacer en ville ou payer très cher une connexion de qualité - lorsque c'est possible.
- La France est l'un des pays le plus à la traîne en Europe pour l'internet et la révolution numérique , source de création et de destruction d'emplois ne fait pas de politique. La fracture numérique est avant tout une fracture économique et sociale : internet ce n'est pas que du téléphone de la télévision ou du jeu en réseau !
- En adhérent à notre association, vous nous donnez des moyens de provoquer des changements ou une révision du projet du R.I.P Calvados, c'est possible. C'est un dossier complexe qui demande à ce que le public et les élus soient correctement informés et c'est notre rôle.